

## Qui va payer la dette de la France ? Christian Chavagneux, Xerfi, 16 avril 2020

[xerficanal.com/economie/emission/Christian-Chavagneux-Qui-doit-payer-la-dette-francaise-3748546.html](http://xerficanal.com/economie/emission/Christian-Chavagneux-Qui-doit-payer-la-dette-francaise-3748546.html)

Selon les données de la Commission européenne, avant le coronavirus, la dette publique des pays de la zone euro devait atteindre, 10 400 milliards d'euros en 2020, soit 85 % du PIB de la zone. Un niveau qui va exploser avec la forte montée des déficits budgétaires. Qui va payer ?

L'Europe ? La solidarité entre pays européens reste malheureusement limitée. 100 milliards sont prévus pour le chômage partiel ? La France en est déjà à 25 milliards à elle seule, ce sera insuffisant. Autre financement, des lignes de crédit, potentielles, du Mécanisme européen de stabilité pouvant aller jusqu'à 2 % du PIB des pays... quand leur déficit se situe autour de 10 % du PIB...

L'institution qui paie aujourd'hui pour les déficits de la pandémie, c'est la Banque centrale européenne. Elle a annoncé une force de frappe annoncée de 1000 mds d'euros, de l'ordre de 8-10 % du PIB de la zone : on est bien dans l'ordre de grandeur des déficits budgétaires annoncés, à 9 % prévu par exemple pour la France mi-avril.

La Banque centrale détient aujourd'hui 20 % de la dette française et sa part va monter. Lorsque cette dette arrivera à échéance, elle la refinancera : on assiste déjà à un financement monétaire d'une partie de la dette publique, une dette quasi perpétuelle, à taux négatif, qui nous libère de devoir trouver des investisseurs. La BCE est aujourd'hui la garante du financement de la crise.

Mais demain, il faudra encore dépenser plus, pour relancer l'économie.

La BCE pourra peut-être augmenter encore son financement des dettes. La création de monnaie par la BCE s'approche des 30 % du PIB de la zone. Si le Japon peut servir de point de comparaison, les plus de 100 % du PIB de la Banque du Japon nous laisse de grosses marges de manœuvre !

Mais, puisque les Etats ont été incapables d'accoucher d'une solution collective, les Européens vont se retrouver à tous devoir gérer un débat politique sur la répartition nationale du fardeau de la crise.

Si de nombreux secteurs sont touchés, d'autres se retrouvent à bénéficier de la crise : les télécoms, l'informatique, les entreprises du numérique, etc. Devront-ils contribuer à sauver les autres ? La banque et la finance se portent finalement plutôt bien : d'où la proposition d'une mini taxe sur les transactions entre financiers.

Les guerres ont été l'occasion de demander aux plus riches de contribuer à l'effort national de financement : pendant que les plus pauvres allaient au combat, la conscription des riches passait par plus d'impôts. Après que les caissières, transporteurs, petits commerces, éboueurs, etc. aient tenu leur place pour faire fonctionner l'économie, sans même parler des personnels de santé, les plus riches doivent prendre leur part.

Et il faut souligner qu'en période de pandémie, les paradis fiscaux et les pratiques d'évitement de l'impôt sont encore plus inacceptables.

Beaucoup de BCE aujourd'hui, de la BCE, un peu d'Europe, un peu de taxes ciblées demain ? Le débat sur le financement de la relance et de la transition de notre économie ne fait que commencer.